



**PROCES-VERBAL
REUNION DU COMITE DIRECTEUR
MERCREDI 4 MAI 2022**

- En Visioconférence -

B.O n° 2542

Début des travaux à 14h00

Appel nominal par la Secrétaire Générale

Liste des présents :	
Président	Gilles SEZIONALE
Trésorier	Bernard DALMON
Secrétaire Générale	Dominique CUPILLARD
Trésorier Adjoint	Patrick PEREZ
Secrétaire Général Adjoint	Philippe BRIOUT
Vice-Président(e)s	Lazreg BENELHADJ Bénédicte COMPOIS Christiane GUERIN Dominique LAGIER Jean-Luc MANAUDOU Joël PINEAU
Chargés de Mission	Denis CADON Benjamin MERCIER Stéphane METZGER
Membres	Christine ARNOUX Sylvie CAILLET Evelyne CIRIEGI Marc DEBERGHES Julie EISSEN Laure GAUTHREAU Olivier HIRTZIG Marieke HOEDTS Christine KITEGI Richard LAGRAVE Pierre LEGROS Myrtho MANDE Inès NYADANU POLLET Carine SOLLBERGER Patrick TRIOEN
Assistent : Commissaire aux Comptes Directeur Général	Raphaële TERQUEM Laurent CIUBINI

Directrice Financière Directeur Technique National DTN Adjointe Directeur du Haut-Niveau Responsable de la coordination des instances Directeur Accompagnement Réseaux & Territoires Responsable Juridique / Représentant CSE	Alexandra LABOUCHEIX Julien ISSOULIÉ Agnès BERTHET Rémi DUHAUTOIS (en partie) Magali TAPRET Basile GAZEAUD (en partie) Antoine DURAND
Excusés : Membre Membre Membre	Alain BERNARD Christelle MIGNE Hélène RICARDO

Dominique Cupillard procède à l'appel nominal.

1. Accueil du Président

Gilles Sézionale fait un rapide tour d'horizon de l'actualité.

Suite à l'élection Présidentielle, la Fédération est aujourd'hui en attente du remaniement ministériel et de la nomination du ou de la nouvelle Ministre des Sports, en formulant le souhait du retour d'un Ministère de plein exercice.

En ce qui concerne l'évolution du nombre de licences, il se dit satisfait de la tendance positive engagée.

Il revient ensuite sur les dernières compétitions, notamment les Championnats de France Elite de Natation à Limoges et les belles performances sportives réalisées par la jeune Equipe de France en construction, de bon augure pour la suite. Il évoque également les résultats respectables obtenus en Water-Polo et la déception suite au rendez-vous manqué pour l'équipe de France séniors de Natation Artistique lors de l'Open de France, qui n'a pu participer à cause de cas Covid.

Du chemin reste encore à parcourir mais les résultats enregistrés par la jeune génération sont rassurants et encourageants, dans l'attente des résultats estivaux à venir qui nous l'espérons confirmerons cette tendance.

2. Affaires financières

2.1 – Arrêté des comptes 2021

Alexandra Laboucheix présente les comptes arrêtés au 31/12/2021, audités par les Commissaires aux comptes au mois de mars dernier. Les états financiers 2021 (bilan, compte de résultat et annexe) ont été transmis en amont du CODIR ; le rapport du trésorier sera transmis en vue de l'Assemblée Générale :

Les faits marquants 2021

- Les Licences :

Les 8 premiers mois de la saison 2020/2021 ont été les plus impactés par la COVID-19, avec un arrêt à 288 000 licences pour 4M€, soit un recul de 1,4M€ par rapport à l'année précédente.

Pour les 4 derniers mois de la saison 2021/2022, arrêtés au 15/04, on compte 312 000 licences pour 4,4M€, (soit +87 000 licences et +1M€ par rapport à N-1).

Soit 4,3M€ de recettes licences en 2021 (-1M€ vs budget de 5,3M))

- **L'impact du COVID-19 sur les événements :**

Des effets budgétaires positifs :

- ✓ Moindre participation à des rencontres sportives => moins de frais de déplacements
- ✓ Annulation / Report d'événements
- ✓ Subventions exceptionnelles

Des effets budgétaires négatifs :

- ✓ Baisse des engagements (rencontres annulées)
- ✓ Renchérissment des coûts d'organisation et de déplacement (tests PCR ...) – Ex : CEJ Eau Libre

- **Autres faits marquants 2021**

Dispositions vis-à-vis des territoires :

- ✓ Fin du saupoudrage financier associé à la labellisation
- ✓ Année de transition sur la contractualisation

Affiliation :

- ✓ Baisse du prix des affiliations de 400€ à 350€

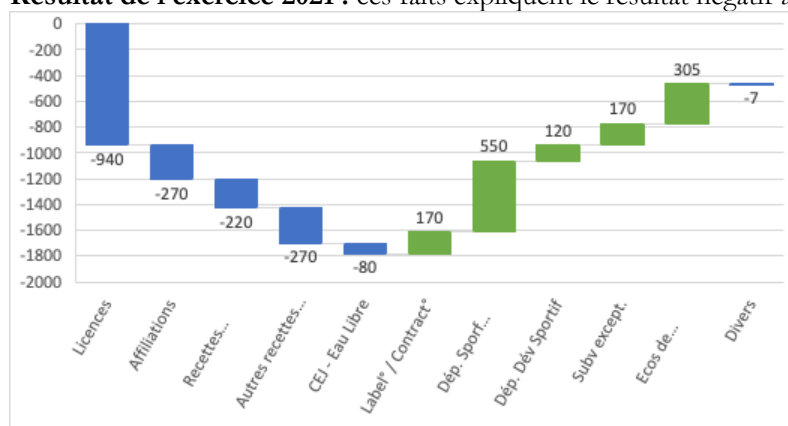
Provisions comptables :

- ✓ Respect par TYR de son plan d'apurement => reprise de provision
- ✓ Travail sur les créances en retard de règlement => provision par prudence

Le résultat 2021 s'établit à **-372K€** :

- ✓ Avec un total des dépenses 2021 à 16 809K€ (- 652K€ par rapport au budget)
- ✓ Et un total des recettes 2021 à 16 437K€ (-1 024K€ par rapport au budget)

Résultat de l'exercice 2021 : ces faits expliquent le résultat négatif au hauteur de -372K€



Elle présente ensuite le réalisé 2021 par rapport au budget 2021 par Direction et le réalisé 2021 par rapport au réalisé 2020 (cf document en annexe)

2.2 – Intervention des Commissaires aux comptes

En l'absence de Georges de Bondy, Raphaële Terquem, Commissaires aux Comptes, présente le compte-rendu de la mission d'audit des Commissaires aux Comptes.

Le document exhaustif est annexé au présent procès-verbal.

2.3 - Arrêté des comptes 2021

A l'issue de ces présentations, le Comité Directeur approuve à l'unanimité les états financiers 2021, arrêtés au 31 décembre 2021 et l'affectation du résultat en Report à nouveau. L'Exercice 2021 est clos.

3. Affaires Administratives

3.1 – Validation du compte-rendu de décision du CC Water-Polo du 14 avril 2022 (en annexe)

Ce procès-verbal est validé par le Comité Directeur.

Antoine Durand informe que le club de Mulhouse Water-Polo a souhaité faire appel de la décision du cercle de Compétences Water-Polo du 4 avril 2022 de disqualification et corollairement de perte du match 8-0 par l'équipe du Mulhouse Water-Polo de la rencontre comptant pour le Championnat de France U17 F Mulhouse Water-Polo - Choisy-Cercle 93 du dimanche 3 avril 2022, initialement prévue le 15/16 janvier 2022. La conciliation se tiendra ce vendredi 6 mai au CNOSF.

3.2 - Validation de la note relative à l'augmentation de la licence (en annexe)

Cette note est validée par le Comité Directeur.

3.3 – Proposition de modifications statutaires et réglementaires

Antoine Durand présente les propositions de modifications statutaires et réglementaires.

3.3.1 - Propositions de modifications apportées aux Statuts et au Règlement Intérieur de la Fédération

Modifications statutaires et réglementaires suite à la publication de la LOI n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

Impact sur les statuts de la LOI du 24 août 2021 :

✓ Consécration statutaire de la souscription du contrat d'engagement républicain

Annexé au nouveau contrat de délégation qu'elle a conclu dans l'urgence en mars 2022 avec le ministère chargé des Sports étant donné la fin de mandat du gouvernement qui se profilait, le contrat d'engagement républicain spécifique « fédérations sportives » prévu par la LOI n°2021-1109 et mis en application par le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 est consacré dans le préambule des Statuts FFN, comme suit :

« La FFN a souscrit un contrat d'engagement républicain par lequel elle s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République, à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public, à veiller à la protection de l'intégrité physique et morale des personnes, en particulier des mineurs, vis à vis, notamment, des violences sexistes et sexuelles et enfin à former les acteurs pour détecter, signaler et prévenir. »

✓ Consécration statutaire de la nouvelle délégation ministérielle accordée à la FFN : la Natation en eau froide/glacée

Dans le cadre du nouveau contrat de délégation, la FFN s'est vu accordée une nouvelle délégation ministérielle, à savoir la « Natation en Eau Froide/Glacée », discipline de la « Natation » aux côtés de la Natation Course et de la Natation en Eau Libre.

Les Statuts fédéraux, qui doivent expressément prévoir les disciplines déléguées par le ministère chargé des Sports en objet statutaire, en tirent les conséquences.

N.B. : si le contrat de délégation prévoit expressément la Natation en Eau Froide/Glacée comme discipline déléguée, l'arrêté du 28 mars 2022 accordant la délégation prévue à l'article L. 131-14 du code du sport (<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045442856>) ne la prévoit pas comme discipline à part entière : des précisions sur ce sujet ont été demandées au ministère des Sports, qui nous a indiqué qu'il s'agissait d'une spécialité de la « Natation Course » et de la « Natation en Eau Libre ».

*« En vertu de la délégation accordée par le Ministre chargé des sports conformément à l'article L.131-14 et s. du code du sport pour les disciplines de la Natation Course, la Natation en Eau Libre, la **Natation en Eau Froide/Glacée**, le Water-Polo, le Plongeon, la Natation Artistique, la FFN :
[...] »*

✓ **Elargissement du champ d'application *ratione personae* du contrôle d'honorabilité**

Mis en place difficilement dans le contexte d'une actualité fortement marquée par des affaires de violences – principalement sexuelles – dans le milieu du sport, le contrôle d'honorabilité est désormais effectif via la plateforme SI – Honorabilité de croisement des données FIJAIS avec les données personnelles des éducateurs et dirigeants licenciés fournies par les fédérations sportives agréées.

Cependant, afin de renforcer l'étanchéité de ce moyen mis en œuvre pour lutter contre ce fléau, la LOI **élargit le champ d'application *ratione personae* du contrôle d'honorabilité aux arbitres et juges mais aussi aux intervenants auprès des mineurs**, dont la définition en pratique devrait être prochainement précisée par décret d'application.

Les Statuts et le RI en tirent les conséquences en prévoyant un recueil des données personnelles de ces licenciés désormais soumis au contrôle d'honorabilité, ce qui ne devrait pas simplifier ni la tâche des clubs (nombreux intervenants auprès des mineurs et officiels) ni celle des services fédéraux (plus de 34.000 officiels contre moins de 15.000 dirigeants et éducateurs jusqu'à maintenant).

*« N.B. : conformément à l'article D.131-2 du code du sport, les personnes soumises aux dispositions des articles L.212-9 – éducateurs sportifs, **arbitres et juges, intervenants auprès de mineurs au sein d'un établissement d'activités physiques et sportives (EAPS)** mentionnés à l'article L.322-1 - et L.322-1 - exploitants d'un EAPS sont informées par la FFN qu'elles peuvent faire l'objet d'un contrôle portant sur le respect de leurs obligations d'honorabilité. A cette fin, la FFN recueille les informations suivantes relatives à l'identité des personnes concernées : »*

✓ **Prise de mesures administratives *a priori* de la délivrance de licence en cas d'incapacité d'un licencié soumis au contrôle d'honorabilité**

En matière de lutte contre les maltraitances, notamment des éducateurs et dirigeants associatifs, les services de la FFN abattent un travail considérable de sensibilisation, traitement des signalements, suivi des dossiers auprès de l'administration et soutien juridique et psychologique des plaignants/victimes.

Cependant, la partie émergée de l'iceberg constitue les poursuites disciplinaires qui sont engagées par la FFN devant ses organismes disciplinaires, et les sanctions (de l'avertissement à la radiation, en fonction de la gravité des faits établis) qui en découlent souvent.

Cependant, au nom de la confidentialité des enquêtes pénales et administratives, les organismes disciplinaires fédéraux sont parfois incapables d'établir les faits, les éléments fournis dans le cadre d'une instruction fédérale s'avérant dans certains cas dérisoires. Et la procédure disciplinaire ne permet alors pas de sanctionner des licenciés qui s'avèrent pourtant poursuivis pénalement ou sous le coup d'une enquête administrative.

La protection des licenciés étant plus qu'une obligation de moyens pour la FFN, il est proposé d'instaurer la possibilité pour la FFN de refuser a priori, via une mesure administrative ad hoc, la délivrance d'une licence « *en cas d'incapacité d'un licencié soumis au contrôle d'honorabilité [...] ou interdit d'exercice de fonction* » par une mesure de police administrative (interdiction d'exercice de fonction d'éducateur ou de dirigeant).

« La délivrance d'une licence annuelle ne peut être refusée que par décision motivée de la FFN, notamment en cas d'incapacité d'un licencié soumis au contrôle d'honorabilité prévu aux articles L.212-9 et L.322-1 du code du sport ou interdit d'exercice de fonction en application de l'article L.212-13 dudit code. »

Modifications statutaires et réglementaires suite à la publication de la LOI n°2022-296 du 2 mars 2022 visant à démocratiser le sport en France

Impact de la LOI du 2 mars 2022 sur le Développement de la pratique :

- ✓ **Consécration statutaire du rôle de la FFN dans la prévention et la lutte contre les violences et discriminations**

Sujet éminemment d'actualité, le code du sport vient consacrer le rôle des fédérations sportives comme tête de proue de la prévention et de la lutte contre les violences et discriminations dans le sport :

ARTICLE L.100-2 [CODE DU SPORT] :

« [...] »

Ils veillent également à prévenir et à lutter contre toutes formes de violence et de discrimination dans le cadre des activités physiques et sportives.

[...] »

Il est donc proposé d'inscrire en objet social statutaire de la FFN :

« [...] »

Ils veillent également à prévenir et à lutter contre toutes formes de violence et de discrimination dans le cadre des activités physiques et sportives.

[...] »

- ✓ **La conclusion des contrats de ville et l'association à l'élaboration du projet sportif local comme moyens d'action supplémentaires de la FFN**

Véhicule juridique mettant en œuvre la politique, notamment sportive, de la ville, les contrats de ville conclus à l'échelle intercommunale entre « *d'une part, l'Etat, ses établissements publics et les groupements d'intérêt public dont il est membre et, d'autre part, les communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre concernés. Ces contrats sont signés par les départements et les régions* » peuvent désormais être signés par les fédérations sportives agréées.

En outre, la LOI dispose que « *les communes et les établissements publics de coopération intercommunale [doivent associer] notamment à l'élaboration du plan sportif local [...] - Les représentants du mouvement sportif ; [...]* » ; en conséquence, la FFN dispose d'un autre levier à actionner afin de promouvoir sa politique sportive et d'atteindre ses objectifs statutairement établis.

Il est donc proposé d'inscrire en moyens d'action statutaire cette possibilité désormais ouverte à la FFN de devenir partie prenante des politiques sportives des villes :

- via la signature de contrats de ville afférents ;
- via l'association à l'élaboration du projet sportif local qui formalise et ordonne les orientations et actions visant à la promotion et au développement de la pratique des activités physiques et sportives sur les territoires.

« Les moyens d'action de la FFN sont notamment :

[...]

- la signature de contrats de ville mettant en œuvre la politique sportive de la ville avec les différents acteurs publics compétents, notamment l'Etat, ses établissements publics et les groupements d'intérêt public, les communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre concernés, les départements et les régions ;*
- l'association à l'élaboration des projets sportifs locaux qui formalisent et ordonnent les orientations et actions visant à la promotion et au développement de la pratique des activités physiques et sportives sur les territoires ; »*

- ✓ **Fin du Certificat Médical de Non Contre-Indication obligatoire pour les licences non « Compétition » et production d'un unique CMNCI en début de majorité puis d'une attestation de réponse négative au QS – Sport en cas de renouvellement de licence**

Serpent de mer des discussions au sein du mouvement sportif depuis de nombreuses années, les parlementaires ont validé le principe de la fin du CMNCI obligatoire pour les licenciés majeurs, comme suit :

ARTICLE L.131-2 [CODE DU SPORT] :

« I. – Pour les personnes majeures, la délivrance ou le renouvellement d'une licence par une fédération sportive peut être subordonné à la présentation d'un certificat médical permettant d'établir l'absence de contre-indication à la pratique de la discipline concernée.

II. – Après avis simple d'un organe collégial compétent en médecine, les fédérations mentionnées à l'article L. 131-8 fixent dans leur règlement fédéral :

- 1°) Les conditions dans lesquelles un certificat médical peut être exigé pour la délivrance ou le renouvellement de la licence ;*
- 2°) La nature, la périodicité et le contenu des examens médicaux liés à l'obtention de ce certificat, en fonction des types de participants et de pratique. »*

En d'autres termes, la FFN a toute latitude pour subordonner ou non la délivrance de la licence à un CMNCI pour les personnes majeures, étant précisé qu'après avis de la commission médicale ad hoc, la FFN doit fixer les conditions d'exigence ainsi que la nature, la périodicité et le contenu des examens médicaux liés au CMNCI éventuellement requis.

A cet égard, la commission médicale de la FFN a pour avis les modalités suivantes :

- **La délivrance d'une première licence « Compétition », « Compétition estivale » ou « Eau Libre Promotionnelle » à compter de leur majorité est subordonnée à la présentation d'un CMNCI.**

Pour le renouvellement d'une licence FFN, qui s'entend comme la délivrance d'une nouvelle licence sans discontinuité dans le temps avec la précédente, la présentation d'un CMNCI n'est pas exigée, sous réserve que le licencié renseigne un questionnaire de santé dont le contenu est précisé par la FFN.

- **Pour la pratique de la Natation en Eau Froide/Glacée, la délivrance d'une licence est subordonnée :**

- o **à la présentation d'un certificat médical datant de moins de trois mois attestant d'un examen médical spécifique à la discipline par un cardiologue ou un médecin du sport ;**

o à la présentation d'un examen médical incluant un électrocardiogramme (ECG) dans les trois mois précédant la compétition.

- La délivrance des autres licences et du titre de participation n'est pas subordonnée à la présentation d'un CMNCI.

Un décret d'application est cependant attendu pour préciser cette disposition légale.

N.B. : la loi prévoit également le cas des titres de participation « Compétition », notamment pour des licenciés d'autres fédérations type FFTri, mais cela ne concerne pas la FFN qui a mis fin à cette pratique il y a quelques années, en instaurant une licence Eau Libre Promotionnelle notamment.

« Pour les personnes majeures, hormis pour la pratique de la Natation en Eau Froide/Glacée, la délivrance d'une première licence « Compétition », « Compétition estivale » ou « Eau Libre Promotionnelle » à compter de leur majorité est subordonnée à la présentation d'un certificat médical datant de moins d'un an et permettant d'établir l'absence de contre-indication à la pratique de la ou des disciplines fédérales envisagées (préciser « en compétition »). La durée d'un an s'apprécie au jour de la demande de délivrance de la licence FFN. »

« Pour le renouvellement d'une licence FFN, qui s'entend comme la délivrance d'une nouvelle licence sans discontinuité dans le temps avec la précédente, la présentation d'un certificat médical attestant de l'absence de contre-indication n'est pas exigée, sous réserve que le licencié renseigne un questionnaire de santé dont le contenu est précisé par la FFN. »

« Pour les personnes majeures, la délivrance des autres licences et du titre de participation n'est pas subordonnée à la présentation d'un certificat médical permettant d'établir l'absence de contre-indication à la pratique de la ou des disciplines fédérales envisagées. »

Denis Cadon demande des précisions sur la pratique en eau glacée et le high diving.

Il est rappelé qu'en ce qui concerne la pratique de la Natation en Eau Froide/Glacée, la délivrance d'une licence reste subordonnée :

- à la présentation d'un certificat médical datant de moins de trois mois attestant d'un examen médical spécifique à la discipline par un cardiologue ou un médecin du sport ;
- à la présentation d'un examen médical incluant un électrocardiogramme (ECG) dans les trois mois précédant la compétition.

En ce qui concerne le high diving, il n'existe pas de dispositions particulières pour l'instant.

Impact de la LOI du 2 mars 2022 sur la Gouvernance :

- ✓ **Deux représentants des SHN et quatre représentants des entraîneurs et des arbitres pour siéger au sein du CODIR**
- o **Création d'une commission des sportifs de haut niveau, notamment chargée de désigner deux représentants pour siéger au sein du CODIR**

La LOI prévoit la création obligatoire d'une commission des sportifs de haut niveau, « composée de membres élus par leurs pairs », qui doit en outre désigner « deux représentants, un homme et une femme, pour siéger » au sein du CODIR FFN.

Un décret d'application pourrait venir préciser ces dispositions mais rien n'est moins sûr.

Il est ainsi proposé :

- de créer cette commission des sportifs de haut niveau composée de six (6) membres, obligatoirement actuels ou anciens SHN au sein de la FFN et inscrits comme tels sur liste ministérielle, élus par leurs pairs, obligatoirement actuels SHN au sein de la FFN et inscrits comme tels sur liste ministérielle à la date de l'élection, pour un mandat de quatre ans via un scrutin majoritaire plurinominal à candidatures isolées à un tour ; cette commission des SHN doit ensuite se réunir au plus tard le 31 décembre de l'année durant laquelle se tiennent les Jeux Olympiques d'été pour désigner deux représentants, un homme et une femme, qui siègeront en tant que membres élus par la commission des SHN au CODIR de la FFN.
- de prévoir ses deux représentants siégeant au CODIR : deux (2) membres dits « sportifs de haut niveau », dont un homme et une femme ne devant pas représenter la même discipline déléguée par le ministère chargé des Sports par application de l'article L.131-14 du code du sport – ils représentent une discipline lorsqu'ils ont été inscrits sur liste ministérielle comme sportif de haut niveau dans cette discipline -, sont élus par la commission des sportifs de haut-niveau de la FFN, composée de membres élus par leurs pairs ;
- de prévoir un système de vacance « simple » au CODIR : en cas de vacance d'un membre du CODIR élu par la commission des sportifs de haut niveau, la commission des sportifs de haut niveau pourvoit, dans les meilleurs délais, à l'élection d'un nouveau membre à ce poste dans le respect des conditions de composition du CODIR prévues à l'article 8 des Statuts.

« La Commission SHN est composée de six (6) membres, obligatoirement actuels ou anciens SHN au sein de la FFN et inscrits comme tels sur liste ministérielle, élus par leurs pairs, obligatoirement actuels SHN au sein de la FFN et inscrits comme tels sur liste ministérielle à la date de l'élection, pour un mandat de quatre ans via un scrutin uninominal majoritaire à un tour.

[...] »

- **Création de quatre postes de représentants des entraîneurs et des arbitres pour siéger au sein du CODIR**

La LOI prévoit l'obligation pour la FFN de prévoir des membres du CODIR *« représentants des entraîneurs et des arbitres, élus par leurs pairs »*.

En conséquence, et ce afin de simplifier nos dispositions statutaires tout en respectant la règle de la parité homme-femme, il est proposé de prévoir :

- Deux membres dits « officiels », dont un homme et une femme ne devant pas officier dans la même discipline déléguée par le ministère chargé des Sports par application de l'article L.131-14 du code du sport, sont élus à bulletin secret par un collège « officiels » composé de tous les officiels licenciés à la FFN ; l'élection de ces représentants a lieu au plus tard le 31 décembre de l'année durant laquelle se tiennent les Jeux Olympiques d'été et avant la tenue de l'Assemblée Générale Elective de la FFN ;
- Deux membres dits « entraîneurs », dont un homme et une femme ne devant pas entraîner dans la même discipline déléguée par le ministère chargé des Sports par application de l'article L.131-14 du code du sport, sont élus à bulletin secret par un collège « entraîneurs » composé de tous les entraîneurs déclarés comme tels et licenciés à la FFN ; l'élection de ces représentants a lieu au plus tard le 31 décembre de l'année durant laquelle se tiennent les Jeux Olympiques d'été et avant la tenue de l'Assemblée Générale Elective de la FFN ;
- De prévoir une vacance éventuelle du poste concerné jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Elective.

« - Deux (2) membres dits « officiels », dont un homme et une femme ne devant pas officier dans la même discipline déléguée par le ministère chargé des Sports par application de l'article L.131-14 du code du sport, sont élus à bulletin secret par un collège « officiels » composé de tous les officiels licenciés à la FFN au 31 août précédant l'élection ; [...]

- Deux (2) membres dits « entraîneurs », dont un homme et une femme ne devant pas entraîner dans la même discipline déléguée par le ministère chargé des Sports par application de l'article L.131-14 du code du sport, sont élus à bulletin secret par un collège « entraîneurs » composé de tous les entraîneurs déclarés comme tels et licenciés à la FFN au 31 août précédant l'élection ; [...] »

Il est précisé que le Bureau réuni le 27 avril a préconisé la représentation de plusieurs disciplines.

Patrick Trioen : sur la représentation des officiels, un officiel élu lors de cette désignation peut-il également faire partie d'une liste ?

Il est précisé que ces 6 personnes sont élues en amont des élections fédérales et que de ce fait si une personne est élue en amont, elle ne pourra pas se présenter sur une liste.

Denis Cadon précise que cette disposition fait suite à une volonté de l'AFCAM pour l'ensemble des Fédérations.

✓ Mise en place de la parité stricte dans un scrutin de liste

La LOI instaurant une stricte parité au sein du CODIR FFN à partir de 2024 et au sein des CODIR des LR à partir de 2028, il est proposé :

ELECTIONS FEDERALES :

- o **D'instaurer une représentation strictement paritaire des hommes et des femmes sur les listes candidates avec une alternance obligatoire homme/femme ou femme/homme dans l'ordre dans lequel les candidats y sont inscrits ;**

Sur ce point, afin de respecter cette représentation strictement paritaire, il est proposé de prévoir un système de proclamation des résultats adéquat :

« Cependant, afin de respecter la stricte représentation paritaire des hommes et des femmes au sein du CODIR, lors des phases d'attribution de sièges à la proportionnelle, selon la règle de la plus forte moyenne ou encore au plus grand nombre de suffrages, l'ordre d'attribution des sièges aux personnes inscrites sur les listes sera adapté pour assurer la parité stricte dans la composition du CODIR en priorisant certaines modalités d'élection, comme suit et dans cet ordre :

*L'attribution des sièges doit être prévue **en priorisant l'attribution d'un siège à chaque tête de liste :***

*- à l'issue de l'attribution du nombre de sièges à chaque liste - à la proportionnelle, selon le calcul de la plus forte moyenne puis au plus grand nombre de suffrages -, **la priorité doit être donnée, dans l'ordre, aux candidats des listes se voyant attribuer le plus de sièges.** »*

Hypothèse 1 :

Imaginons 3 listes (n°1 et n°2 homme/femme et n°3 femme/homme) avec pour résultats :

23 postes pour la liste 1

5 postes pour la liste 2

2 postes pour la liste 3

Donc pour l'attribution des sièges :

1°) 50% à la liste ayant recueilli la majorité relative des résultats : donc 8 hommes/7 femmes pour la liste 1 (8/7) ;

2°) attribution des sièges en priorisant les têtes de liste : donc 1 homme liste 2 et 1 femme liste 3 (9-8) ;

3°) attribution des sièges en priorisant les candidats des listes s'étant vu attribuer le plus de sièges :

- o 4 hommes / 4 femmes liste 1 (13-12)
- o Puis 2 hommes / 2 femmes liste 2 (15-14)
- o **Puis 1 femme liste 3 (adaptation à l'obligation de représentation strictement paritaire)**

Hypothèse 2 :

Imaginons 2 listes n°1 et 2 femme/homme avec pour résultats :

23 postes pour la liste 1

7 postes pour la liste 2

Donc pour l'attribution des sièges :

1°) 50% à la liste ayant recueilli la majorité relative des résultats : donc 8 femmes/7 hommes pour la liste 1 (8/7) ;

2°) attribution des sièges en priorisant les têtes de liste : donc 1 femme liste 2 (9/7) ;

3°) attribution des sièges en priorisant les candidats des listes s'étant vu attribuer le plus de sièges :

- 4 femmes / 4 hommes liste 1 (13-11)
- **Puis 2 femmes / 4 hommes liste 2 (adaptation à l'obligation de représentation strictement paritaire)**

Christiane Guérin n'est pas convaincue qu'il faille une parité stricte car le texte prévoit « à une place près ». Il est précisé que si l'on ne met pas en place ce système, il y aura 2 hommes de plus.

Une réflexion peut être encore menée sur ce point.

Cette mesure ne concernera pas pour l'instant les Ligues.

Patrick Perez estime que la clé de cette répartition est le nombre pair ; des coupes seront automatiquement à faire. La solution serait donc de dire que seul un nombre de sièges pairs peut être élu.

Lazreg Benelhadj : si on se retrouve avec un nombre impair et donc une personne à supprimer, cela peut engendrer une contestation.

Ces remarques prises en compte, le Comité Directeur souhaite que de nouvelles simulations soient effectuées et que deux nouvelles solutions soient proposées.

✓ Mise en place de la parité au sein des « nouveaux » membres du CODIR

D'instaurer une représentation strictement paritaire pour les « nouveaux » membres du CODIR représentant les sportifs de haut niveau (deux membres) et les entraîneurs et arbitres (quatre membres en fonction de si on distingue les deux corps électoraux), tous élus respectivement par leurs pairs (cf. ci-dessous) :

« - Deux (2) membres dits « sportifs de haut niveau », dont un homme et une femme ne devant pas représenter la même discipline déléguée par le ministère chargé des Sports par application de l'article L.131-14 du code du sport – ils représentent une discipline lorsqu'ils ont été inscrits sur liste ministérielle comme sportif de haut niveau dans cette discipline -, sont élus représentants par la commission des sportifs de haut-niveau de la FFN, composée de membres élus par leurs pairs licenciés au 31 août précédant l'élection ; l'élection de ces représentants a lieu au plus tard le 31 décembre de l'année durant laquelle se tiennent les Jeux Olympiques d'été et avant la tenue de l'Assemblée Générale Elective de la FFN ; »

« - Deux (2) membres dits « officiels », dont un homme et une femme ne devant pas officier dans la même discipline déléguée par le ministère chargé des Sports par application de l'article L.131-14 du code du sport, sont élus à bulletin secret par un collège « officiels » composé de tous les officiels licenciés à la FFN au 31 août précédant l'élection ; l'élection de ces représentants a lieu au plus tard le 31 décembre de l'année durant laquelle se tiennent les Jeux Olympiques d'été et avant la tenue de l'Assemblée Générale Elective de la FFN ; »

« - Deux (2) membres dits « entraîneurs », dont un homme et une femme ne devant pas entraîner dans la même discipline déléguée par le ministère chargé des Sports par application de l'article L.131-14 du code du sport, sont élus à bulletin secret par un collège « entraîneurs » composé de tous les entraîneurs déclarés comme tels et licenciés à la FFN au 31 août précédant l'élection ; l'élection de ces représentants a lieu au plus tard le 31 décembre de l'année durant laquelle se tiennent les Jeux Olympiques d'été et avant la tenue de l'Assemblée Générale Elective de la FFN. »

✓ Mise en place de la parité stricte au sein des CODIR des Ligues

ELECTIONS REGIONALES :

o D'instaurer une représentation strictement paritaire des hommes et des femmes à compter des élections de 2028.

o De prévoir une disposition transitoire à compter de 2024 obligeant les LR à respecter une représentation paritaire des hommes et des femmes, de telle sorte que chacun des genres bénéficiera d'au moins 40% des sièges.

« Les Ligues Régionales sont chacune administrées par un Comité Directeur qui comprend douze membres au moins et trente-deux (32) membres au plus, constitué en respectant les modalités de composition suivantes :

[...]

- une représentation strictement paritaire des hommes et des femmes à l'issue des élections de 2028 ; à titre transitoire, chacun des deux genres devra bénéficier à l'issue des élections de 2024 d'une minima 40% des sièges pourvus. »

- ✓ **Obligation pour le CODIR de se prononcer sur le principe et le montant des indemnités allouées au président, secrétaire général et trésorier au titre de leurs fonctions**

La LOI dispose que le CODIR doit se prononcer, *« dans un délai de deux mois à compter de l'élection de son président, sur le principe et le montant des indemnités allouées à celui-ci au titre de l'exercice de ses fonctions ».*

Il est donc proposé de prévoir cette disposition statutairement. En outre, puisque l'article 13 du Règlement Intérieur FFN prévoit que *« l'exercice des fonctions dévolues au Président, au Secrétaire Général et au Trésorier de la FFN peut justifier le versement d'une rémunération en respect des textes légaux et réglementaires en vigueur »*, le principe et le montant des indemnités éventuellement allouées à ceux-ci sont décidés par le CODIR également.

« Dans un délai de deux mois à compter de l'élection du Président, du Secrétaire Général et du Trésorier de la FFN, le CODIR se prononce sur le principe et le montant des indemnités qui leur sont éventuellement allouées au titre de l'exercice de ses fonctions. [...] »

« 5.2. DOSSIER DE CANDIDATURES

Chaque liste est accompagnée d'un projet de politique générale pour l'olympiade – comprenant notamment le principe et le montant des indemnités prévues allouées au président, secrétaire général et trésorier au titre de leurs fonctions – »

- ✓ **L'Assemblée Elective devient littéralement l'Assemblée Générale Elective et l'Assemblée Générale devient l'Assemblée Générale Ordinaire**

La LOI prévoit au fond la possibilité de différencier le corps électoral selon le type d'assemblée générale et de prévoir en l'occurrence une part de représentation directe des clubs pour les assemblées générales électives et une représentation « classique » indirecte pour les assemblées générales ordinaires.

Alors que le service juridique du ministère des Sports avait recommandé à la FFN de ne pas scinder les assemblées générales FFN en deux types différents en 2017 pour des raisons d'indivisibilité de l'assemblée générale qui pourraient engendrer une situation de blocage de refus de quitus, la FFN avait déjà décidé de différencier le corps électoral entre Assemblée Elective et Assemblée Générale (Ordinaire).

Cependant, pour des raisons logistiques et financières d'une part (déplacement de nos 1300 clubs à chaque assemblée générale) et dans un souci démocratique de l'autre (redonner le pouvoir aux clubs), la solution d'une différenciation du corps électoral entre les deux types d'assemblées générales élective et ordinaire avait été instaurée par la FFN, persuadée que ce changement de mode de gouvernance est nécessaire au fonctionnement démocratique d'une fédération sportive agréée.

Il est donc proposé de renommer l'« Assemblée Elective » « Assemblée Générale Elective » et l'« Assemblée Générale » « Assemblée Générale Ordinaire ».

✓ **Le Président de la FFN obligatoirement élu par l'Assemblée Générale Elective**

En vertu du nouvel article L.131-5-1 du code du sport, ce au même titre que le CODIR FFN, le président de la FFN doit être élu « *par les membres de l'assemblée générale* » élective.

En conséquence, il est proposé que les Statuts prévoient que le Président est élu directement par le même processus électoral de l'AGE que le CODIR FFN, en tant que « *membre en tête de la liste de candidature majoritaire* » lors de l'élection du CODIR.

✓ **Consécration légale de la mission d'accompagnement à la reconversion professionnelle des sportifs de haut niveau allouée aux fédérations sportives délégataires**

La LOI prévoit la consécration légale de la mission d'accompagnement à la reconversion professionnelle des SHN allouée à la FFN.

En conséquence, il est proposé de prévoir cette précision dans l'objet statutaire de la FFN (article 1.2) : « *En vertu de la délégation accordée par le Ministre chargé des sports conformément à l'article L.131-14 et s. du code du sport pour les disciplines de la Natation Course, la Natation en Eau Libre, la Natation en Eau Froide, le Water-Polo, le Plongeon, la Natation Artistique, la FFN : [...] Propose un projet de performance fédéral constitué d'un programme d'excellence sportive, d'un programme d'accession au haut niveau qui comprennent, notamment, des mesures visant à favoriser la détection, y compris en dehors du territoire national, des sportifs susceptibles d'être inscrits sur les listes des ci-après mentionnées et d'un programme d'accompagnement à la reconversion professionnelle des sportifs de haut niveau ;* »

✓ **Limitation du nombre de mandats de président de la FFN et d'une LR à trois maximum**

La LOI prévoit un nombre de mandats de président de la FFN et de président d'une LR à trois maximum.

Il est donc proposé de prévoir dans les Statuts FFN et dans les Statuts-types applicables obligatoires aux LR que « *nul ne peut exercer plus de trois mandats, consécutifs ou non, au poste de Président* » de la FFN et de la ligue régionale.

« Nul ne peut exercer plus de trois mandats - accomplis dans leur intégralité (pour la durée fixée par les statuts) et en pleine qualité de président -, consécutifs ou non, au poste de Président. »

[Statuts FFN – Election du Président]

« Nul ne peut exercer plus de trois mandats - accomplis dans leur intégralité (pour la durée fixée par les statuts) et en pleine qualité de président -, consécutifs ou non, au poste de Président. A titre dérogatoire, un président de ligue régionale dont le troisième mandat est en cours à la date de modification des présents Statuts peut être candidat à un quatrième mandat et exercer celui-ci pour la période courant jusqu'au 31 décembre 2028. »

[RI FFN - Le Comité Directeur régional]

Deux questions se posent :

- 1°) Quid des mandats de président des LR issues de la réforme territoriale de 2016/2017 ?

Deux cas d'espèce se posent alors :

- S'agissant des LR issues d'une fusion-crétion (dissolution des deux anciennes associations-loi 1901 et création d'une nouvelle structure associative), la nouvelle LR est une nouvelle entité associative à part

entière, distincte des deux anciennes LR dissoutes dans la fusion : le nombre de mandats de président de cette LR doit être calculé à compter de cette création ;

- S'agissant des LR issues d'une fusion-absorption (dissolution d'une des deux anciennes associations-loi 1901, qui est absorbée par l'autre structure associative LR dont l'existence juridique persiste mais dont la dénomination et autres dispositions statutaires sont modifiées), la nouvelle entité associative est la continuité de la LR absorbante : le nombre de mandats de président de la LR absorbante doit être calculé depuis la création de cette LR absorbante, alors que le nombre de mandats de président de la LR absorbé doit être calculé à compter de cette absorption.

- 2°) Que signifie juridiquement « mandat de plein exercice » ?

A la lecture des débats parlementaires qui exposent que « *le fait de viser expressément les mandats « de plein exercice » signifie que, pour l'application du plafond fixé par le texte, seuls doivent être pris en considération les mandats accomplis dans leur intégralité (pour la durée fixée par les statuts) et en pleine qualité de président. Ne sont donc pas concernées les fonctions exercées en tant que président honoraire ou au titre d'un intérim (par exemple, à la suite d'une révocation par l'assemblée générale ou d'une démission) ».*

Des décrets d'application devraient venir préciser ces dispositions.

- ✓ **Extension de l'obligation de déclaration de situation patrimoniale et d'intérêts déjà effective pour le président de la FFN aux vice-présidents, trésorier et secrétaire général**

La LOI élargit le champ d'application *ratione personae* de l'obligation de déclaration de situation patrimoniale et d'intérêts déjà effective pour le président de la FFN aux « *vice-présidents, trésoriers et secrétaires généraux* ».

En conséquence, il est proposé de prévoir à l'article 12 du Règlement Intérieur, en plus de l'obligation déjà faite au président de la FFN, que « *le Secrétaire Général, le Trésorier et les Vice-Présidents adressent au président de la HATVP une déclaration de situation patrimoniale et une déclaration d'intérêts dans les deux mois qui suivent leur entrée en fonctions. Toute modification substantielle de la situation patrimoniale ou des intérêts détenus donne lieu, dans un délai de deux mois, à une déclaration dans les mêmes formes. Ils adressent au président de la HATVP une nouvelle déclaration de situation patrimoniale dans un délai de deux mois à compter de la fin de leur mandat ou de leurs fonctions* ».

Carine Sollberger précise que cette déclaration est assez intuitive et concerne également la situation professionnelle.

- ✓ **Nouvelle prérogative donnée au Comité d'éthique et de déontologie de déterminer la liste des personnes devant lui fournir une déclaration d'intérêts**

La loi prévoit que le CED « *est compétent pour déterminer la liste des membres du CODIR de la FFN et des ligues régionales ainsi que des commissions statutaires prévues à l'article 16 des présents Statuts qui lui adressent une déclaration faisant apparaître les intérêts détenus à la date de leur nomination, au cours des cinq années précédant cette date et, au moyen de déclarations rectificatives, jusqu'à la fin de l'exercice de leur mandat. Il saisit la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique de toute difficulté concernant ces déclarations d'intérêts* ».

En outre, la loi a souhaité préciser l'indépendance des membres du CED vis-à-vis des instances dirigeantes des fédérations sportives.

En conséquence, il est proposé d'en tirer les conséquences en inscrivant les obligations de cet article de LOI à l'article 19 des Statuts FFN.

« Plus spécifiquement, le CED est compétent pour déterminer la liste des membres du CODIR de la FFN et des ligues régionales ainsi que des commissions statutaires prévues à l'article 16 des présents Statuts qui lui adressent une déclaration faisant apparaître les intérêts détenus à la date de leur nomination, au cours des cinq années précédant cette date et, au moyen de déclarations rectificatives, jusqu'à la fin de l'exercice de leur mandat.

Le CED saisit la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) de toute difficulté concernant ces déclarations d'intérêts. »

L'ensemble de ces propositions sont validées par le Comité Directeur.

2 abstentions : Olivier Hirtzig et Jean-Luc Manaudou

Autres modifications statutaires et réglementaires suite aux différentes remontées :

✓ **Supprimer l'obligation d'élire un médecin membre du CODIR du CD et/ou de la LR**

L'obligation faite aux CD et aux LR de compter parmi les élus au CODIR un médecin n'est plus qu'une disposition obsolète parfois contraignante si on veut l'appliquer à la lettre, d'autant plus au regard de la suppression des médecins régionaux du règlement médical de la FFN.

Il est ainsi proposé de supprimer cette obligation, pour les CD et les LR, qui reste cependant d'actualité pour la FFN au regard de ses missions de surveillance médicale réglementaire et de suivi des équipes de France.

✓ **Prévoir une démission automatique d'un membre du CODIR du CD ou de la LR en cas d'absence répétées**

Comme la FFN qui a souhaité prévenir tout absentéisme de certains élus, il est proposé que les élus non investis dans la vie des CD et des LR soient considérés automatiquement comme démissionnaires en cas d'absence à trois réunions consécutives.

La politique de la chaise vide n'étant pas utile au sein des organes déconcentrés de la FFN, et afin de laisser la place à de nouvelles têtes plus motivées, les Statuts-types obligatoires applicables aux CD et LR sont modifiés, comme suit :

« Tout membre du CODIR du CD qui n'aura pas assisté à trois réunions consécutives sera considéré comme démissionnaire. A titre exceptionnel, le CODIR du CD pourra considérer les trois absences comme justifiées et ainsi refuser la démission automatique du membre concerné ».

Denis Cadon : pourquoi parler de démission et non d'exclusion ?

Antoine Durand explique que parler d'exclusion engendrerait un passage en organisme disciplinaire.

✓ **Prévoir la possibilité d'élire de nouveaux membres du CODIR du CD et de la LR en cours de mandat en cas d'incomplétude d'un ou plusieurs postes**

Suite à divers échanges avec des CD concernant la possibilité ou non de compléter la composition du comité directeur des structures déconcentrées de la FFN, il faut en premier lieu rappeler la disposition régissant la "vacance" au sein du comité directeur départemental :

*"En cas de vacance, pour quelque motif que ce soit au sein du Comité Directeur Départemental, il devra être **pourvu au remplacement** du ou des membres intéressés lors de la plus proche Assemblée Générale".*

Etant donné qu'aucun texte ne régit la vacance des fonctions de direction dans une association, cette question ne peut donc être prévue et réglée que par les Statuts. En l'occurrence, les Statuts-types prévoient

bel et bien un corollaire indéniable entre la vacance et le remplacement d'un membre (décès, démission, révocation, disparition d'une condition fixée par les Statuts, etc.). Par conséquent, il ne peut y avoir vacance que lorsqu'un dirigeant vient à cesser d'exercer ses fonctions **avant le terme de son mandat**.

Cette problématique sur la disposition en vigueur actuellement, qui ne revêt pas un caractère pragmatique au regard de la crise du bénévolat que nous traversons – longueur d'un mandat de 4 ans au sein d'un CD ! - et qui s'avère ainsi obsolète en pratique, est donc posée.

L'idée est donc d'y répondre en assouplissant la possibilité de compléter des postes du CODIR qui n'ont pas été pourvus lors de l'Assemblée Générale Elective du CD en début d'olympiade, comme suit :

*« En cas de vacance **ou d'incomplétude** d'un poste, pour quelque motif que ce soit, la plus proche AG du CD pourra pourvoir à l'élection d'un remplaçant **ou d'un nouveau membre**. Le mandat du membre ainsi élu expire en même temps que celui des autres membres du CODIR du CD élus originellement par l'AG ».*

✓ **Prévoir la cooptation en cas de vacance et de manque de personnes du même genre sur une même liste candidate**

En cas de vacance du poste de médecin ou en cas d'épuisement d'une liste, il est prévu une cooptation par le CODIR pour l'élection du membre complétant le poste vacant.

Cependant, il est prévu que, dans l'hypothèse où la représentation paritaire ne pourrait être assurée du fait du genre des candidats restant sur la liste du membre ayant quitté son poste (décès, démission, etc.), « le poste [resterait] vacant ».

En conséquence, afin de remédier à cette incohérence statutaire/réglementaire, il est proposé de prévoir que le CODIR pourvoit par cooptation au remplacement de ce poste, dans le respect des conditions de représentation paritaire bien évidemment.

Cette mesure ne concerne que le Comité Directeur de la Fédération.

✓ **Fin de l'obligation faite de présenter un bulletin n°3 pour se présenter aux élections départementales, régionales ou nationales**

Au regard du contrôle d'honorabilité effectué via la plateforme SI – Honorabilité issu du travail conjoint des services du ministère chargé des Sports et de la FFN, l'obligation faite de présenter un bulletin n°3 de casier judiciaire aux licenciés souhaitant se présenter aux élections départementales, régionales et nationales n'a plus de sens, le contrôle du FIJAIS étant beaucoup plus poussé que celui du B3.

Ainsi, il est proposé de supprimer cette obligation des Statuts FFN et de ne pas le prévoir dans les Statuts-types obligatoires applicables aux CD et LR.

✓ **Instauration d'une pénalité financière pour non-respect du 100% Licence**

Jusqu'à maintenant seulement passible de sanctions disciplinaires, le manquement à l'obligation de licencier l'ensemble de ses adhérents par un club FFN pourra désormais faire l'objet d'une pénalité financière, bordée conjointement par les règlements intérieur et financiers, comme suit :

« Toute association affiliée ayant contrevenu à cette obligation de licence pour l'ensemble de ses adhérents est passible de pénalités, dans les conditions fixées par son règlement financier, ou de sanctions, dans les conditions prévues par son Règlement Disciplinaire ».

N.B. : Cette disposition a un objectif pédagogique et non répressif ou pécuniaire.

- ✓ **Les périodes de saison sportive en Natation Course, Natation en Eau Libre et Water-Polo ne sont pas corrélées à la période de validité de la licence FFN**

La Natation Course et la Natation en Eau Libre souhaitant avoir une saison sportive sur l'année civile et le Water-Polo, au regard de son calendrier sportif (mercato, engagements, championnats), du 1er août au 31 juillet, il est proposé de distinguer la saison sportive en tant que telle de la période de validité de la licence FFN, comme suit :

« La saison sportive commence :

- *le 1^{er} janvier et s'achève le 31 décembre pour la Natation Course et la Natation en Eau Libre étant entendu que la période de validité de la licence s'étend du 1er septembre au 31 août de l'année suivante ; pour la Natation Eau Libre, la licence relative à une année N est valable du 1er septembre de l'année N-1 au 30 octobre inclus de l'année N.*
- *le 1^{er} août et s'achève le 31 juillet de l'année suivante pour le Water-Polo, étant entendu que la période de validité de la licence s'étend du 1er septembre au 31 août de l'année suivante ;*
- *le 1^{er} septembre et s'achève le 31 août de l'année suivante pour le Plongeon, la Natation Artistique et la Natation en Eau Froide/Glacée, étant entendu que la période de validité de la licence s'étend du 1er septembre au 31 août de l'année suivante »*

- ✓ **Fin de la durée de validité « de date à date » de la licence Eau Libre Promotionnelle**

La gestion administrative et la cohérence globale du dispositif de délivrance de licence étant impactées par cette anomalie réglementaire voulue à la création de cette licence particulière donnant accès aux compétitions de Natation en Eau Libre, il est proposé de prévoir la même durée de validité pour la licence Eau Libre Promotionnelle que pour les autres licences.

La disposition « *La Licence « Eau Libre Promotionnelle » peut être prise pour une durée déterminée d'un an, de date à date.* » est donc supprimée.

3.3.3 - Propositions de modifications apportées aux Statuts-types applicables aux Ligues régionales et Comités départementaux (en annexe)

Ces propositions sont validées par le Comité Directeur.

3.3.4 -Adoption des modifications relatives au règlement financier de la saison 2022/2023

Antoine Durand présente les projets d'évolutions du règlement financier pour la saison 2022/2023.

- ✓ **Augmentation des licences Compétition, Natation Pour Tous, Encadrement et Eau Libre Promotionnelle de cinq euros :**

Joël Pineau demande si cette augmentation concerne également les licenciés de Natation estivale. Laurent Ciubini et Antoine Durand indiquent qu'un oubli est effectivement à signaler concernant les licences Compétition « Animation » qui seront également revalorisées à respectivement 31 euros pour les 10 ans et moins fille / 11 ans et moins garçon et 35 euros pour les 11 ans et plus fille / 12 ans et plus garçon.

<u>LICENCES</u>		<u>TARIFS (€)</u>		
		Part FFN	Part régionale (*)	Total
Compétition	(10 ans et moins fille / 11 ans et moins garçon)	25	14	39
	(11 ans et plus fille / 12 ans et plus garçon)	37	18	55
Compétition « Animation »	(10 ans et moins fille / 11 ans et moins garçon)	19	12	31
	(11 ans et plus fille / 12 ans et plus garçon)	21	14	35
Natation Pour Tous	(16 ans et plus)	10,8	4,2	15
	(15 ans et -)	17,5	9,5	27
Natation Pour Tous « Animation »	(16 ans et plus)	5,8	4,2	10
	(15 ans et -)	10	8	18
Encadrement		10,8	4,2	15
Eau Libre Promotionnelle		11	4 (club)	15
J'apprends à Nager / Aisance Aquatique (a)		12,8	2,2	15
e-Licence		10	2 (club)	12
Surlicence « Natation Pour Tous » (b)		2	1	3
Titre de Participation – Découverte		1,5	0,5	2

Sylvie Caillet demande des précisions sur les surlicences « Natation pour tous ».

Laurent Ciubini rappelle qu'une convention a été mise en place avec l'ASPTT, à savoir la possibilité pour un compétiteur ASPTT ayant la double affiliation, d'avoir une surlicence pour 3 Euros supplémentaire.

Denis Cadon : serait-il possible de calquer la collaboration passée avec l'ASPTT à l'UNSS ?

Laurent Ciubini : l'opportunité existe, en prenant en compte le temps nécessaire pour initier ce type de démarche.

✓ Précisions sur la part régionale – lien avec la contractualisation :

« (*) le reversement par la FFN de la part régionale de chaque licence à la ligue régionale concernée est conditionnée à la signature de la convention d'objectifs Développement des activités fédérales et Politique de haut niveau du dispositif de la contractualisation et corollairement au respect des dispositions de son socle commun. »

✓ Création de pénalités financières pour manquement à l'obligation du 100% licence :

Fléau remettant en cause le principe de solidarité inhérent au mouvement sportif associatif et fédéré, le manquement à l'obligation du 100% licence pouvait jusqu'à maintenant être sanctionné disciplinairement par les fédérations sportives agréées, certaines n'hésitant pas à radier certains clubs récalcitrants.

La FFN ayant évité au maximum d'en arriver à ce stade de sévérité, il a été jugé opportun, comme l'ont déjà prévu certaines ligues, de fixer des pénalités financières - pour manquement à cette obligation de 100% licence - progressives en fonction de la taille du club afin d'être le plus pédagogique et le plus prohibitif possible, comme suit :

« Conformément au Règlement Intérieur FFN, toute association affiliée ayant contrevenu à l'obligation de licence fixée à l'article 19 dudit règlement fera l'objet d'une pénalité :

Conformément au Règlement Intérieur FFN, toute association affiliée ayant contrevenu à l'obligation de licence fixée à l'article 19 dudit règlement fera l'objet d'une pénalité :

- De deux-mille-cinq-cents (2.500) euros pour les associations ayant/comptant moins de cinq-cents (500) adhérents ;
- De cinq mille (5.000) euros pour les associations ayant/comptant entre cinq-cents (500) et neuf-cent-quatre-vingt-dix-neuf (999) adhérents ;
- De dix mille (10.000) euros pour les associations ayant/comptant mille (1.000) adhérents et plus.

L'idée est d'être plus pédagogique que répressif en mettant en place une graduation de l'amende en fonction de la taille du club.

Jean-Luc Manaudou demande si cette disposition est valable d'un point de vue juridique ?

Antoine Durand : oui, s'agissant d'une association agréée Jeunesse et Sports.

Julie Eissen demande combien de clubs ne respectent pas le 100 % licences ?

Marc Deberghes met l'accent sur la difficulté à contrôler le 100 % licences.

Laurent Ciubini confirme que cela est difficile à chiffrer et très disparate. Il faudrait demander les comptes de tous les clubs. L'idée est de cibler les clubs susceptibles d'être contrôlés et de les faire remonter à la Fédération qui interviendra.

Antoine Durand fait remarquer que tout dépend de la qualité des comptes présentés et de la valeur probante.

Sylvie Caillet : le fait de s'affilier oblige-t-il le club à licencier tous ses adhérents à la FFN ou le club peut-il également affilier certains de ses adhérents à d'autres fédérations ?

Laurent Ciubini : pour une fédération omnisports avec des sections, il est possible d'être affilié à plusieurs Fédérations. Pour la FFN, la règle veut dans le code du sport et dans nos statuts que les licenciés à d'autres fédérations type Triathlon soient également licenciés à la FFN.

Lazreg Benelhadj : une suspension des aides fédérales ne peut-elle pas être envisagée pour les clubs qui ne remplissent pas le 100 % licences ?

Denis Cadon : si nous voulons être le plus juste possible, il faut quantifier le nombre de licences détournées. Par ailleurs, certains clubs omnisports détournent la règle.

Antoine Durand précise que même si le club gère plusieurs disciplines sportives, les règlements fédéraux prévoient l'obligation de licencier tous les adhérents qui pratiquent une activité inscrite dans les Statuts.

✓ **Augmentation et harmonisation des taux de remboursement de frais pour les arbitres de water-polo et les bénévoles de la FFN**

A titre liminaire, il faut rappeler que, dans un objectif écologique de développement durable, la voie ferroviaire a depuis un certain temps été favorisée par le règlement financier de la FFN en prévoyant :

- d'un côté une autorisation spéciale pour prendre l'avion ;
- et de l'autre un barème ad hoc des indemnités kilométriques applicable aux voitures bien moins favorable que le barème fiscal en vigueur pour le régime des frais réels déductibles.

Cependant, le barème fiscal des indemnités kilométriques applicable aux voitures ayant été revalorisé de 10% en février 2022 suite à l'explosion des prix à la pompe, la FFN a trouvé de bon aloi de revaloriser également les indemnités kilométriques de son règlement financier afin que les bénévoles qui donnent de leur temps et de leur énergie au profit de la Natation française ne soient pas spoliés.

Par conséquent, il est proposé de rehausser :

- l'indemnité kilométrique (hors péage) due à l'utilisation d'un véhicule personnel à 0,25 € / km ;
- l'indemnité kilométrique (hors péage) due à l'utilisation d'un véhicule personnel en covoiturage à 0,35 € / km.

Au demeurant, la FFN entend intensifier sa communication sur la possibilité pour ces bénévoles de renoncer au remboursement de leurs frais de déplacements et ainsi de bénéficier, via le dispositif du mécénat, d'une réduction d'impôt équivalent à 66% du don effectué.

Distance	TRAIN	AVION	TAXI « ECO »	VEHICULE PERSONNEL	COVOITURAGE
< 700 km Aller/Retour	Frais réel	Avec autorisation	Frais réel	0,25 € / km + péage	0,35 € / km + péage
> 700 km Aller/Retour				Avec autorisation	Avec autorisation

✓ **Toutes disciplines : Pénalités pour non-présentation au podium protocolaire**

Las de voir certains podiums protocolaires désertés par certains compétiteurs, les instances dirigeantes de la FFN souhaitent redonner une place à part entière à cette tradition de célébration des performances des meilleurs athlètes.

Il est ainsi proposé d'instaurer, dans chaque discipline déléguée par le ministère chargé des Sports, que
« *Toute non présentation au podium protocolaire dans le cadre des Championnats de France Elite Petit Bassin (25m), Elite Grand Bassin (50m), Nationale 2, Open d'été, Juniors, Jeunes, Maîtres Hiver Petit Bassin (25m) ou Eté Grand Bassin (50m) fera l'objet d'une pénalité de :*

- *quatre-vingt (80) euros pour les épreuves individuelles ;*
- *cent-soixante (160) euros pour les épreuves de relais. »*

Christiane se dit opposée à cette proposition, notamment en ce qui concerne les Maîtres qui ne sont jamais absents lors des podiums.

Le Comité Directeur ne valide pas cette proposition. Si cela ne fonctionne pas, cette proposition pourrait à nouveau être présentée.

Christine Guérin fait part de la proposition du cercle de compétence Maîtres d'instaurer une amende dans le cadre de la finale des interclubs Maîtres pour les équipes que ne signalent pas en amont leur désistement. En effet, les 40 premières équipes sont qualifiées pour la poule A et les 40 suivantes pour la poule B. La liste des équipes paraît sur Extranat et certaines ne signalent pas leur absence, ce qui pénalisent les réservistes (35 au lieu de 40 en 2022).

✓ **Plongeon : Création d'un engagement spécifique pour les épreuves dites « promotionnelles » des meetings nationaux**

Afin de développer et de rendre plus compétitives/attractives les événements de Plongeon, il est proposé :

- de prévoir un engagement ad hoc pour les équipes étrangères FINA (à l'instar de ce qui est prévu en Natation en Eau Libre) à vingt-cinq (25) euros afin de faciliter la participation de ces athlètes de haut niveau ;
- de prévoir un engagement spécifique pour les épreuves dites « promotionnelles » des meetings nationaux à cinq (5) euros.

« [...] les tarifs des engagements sont fixés à :

- *Cinq (5) euros pour les épreuves dites « promotionnelles » des meetings fédéraux. »*

✓ **Aides aux structures d'outre-mer : relèvement du plafond forfaitaire et modifications des critères de performance fixant le montant des aides (CC Outre-mer)**

Afin de s'adapter au prix des billets d'avion vers les territoires ultramarins, il est proposé de relever les plafonds d'aides forfaitaires par licencié et par Championnat de France :

Plafond forfaitaire :

« [...] - *Pour la Ligue de Nouvelle Calédonie : mille huit-cent (1.800) euros*
- *Pour la Ligue de Tahiti : mille quatre-cent (1.400) euros*
- *Pour les Ligues de la Réunion et de Guyane : sept-cent (700) euros*
Pour les Ligues de Martinique et de Guadeloupe : six-cent (600) euros. »

En outre, afin de favoriser au maximum des performances de haut niveau, les critères de performance fixant le montant des aides aux structures d'outre-mer ciblent prioritairement le classement sportif de l'athlète concerné, comme suit :

Modifications des critères de performance fixant le montant des aides :

« *Complémentarité enveloppe fédérale OM / Aides PSF :*

Dans la mesure où les ligues de Martinique, Guadeloupe, Guyane et La Réunion, sont éligibles aux subventions du PSF et qu'elles peuvent, à ce titre, bénéficier d'aides financières aux déplacements des nageurs, il est décidé que les aides fédérales OM ne viennent pas en doublon des aides financières PSF.

Pour cela, il est proposé que les aides fédérales OM soient fléchées pour les déplacements de nageurs réalisant des performance significatives (entre la 1ère et 24ème place en NC et EL, en NA entre la 1ère et 12ème place en Elite et entre la 1ère et 6ème place en N1) et que les aides financières PSF servent les déplacements des nageurs dont les performances se situent au-delà des places de finalistes. »

Myrtho Mandé intervient au nom de la Commission Outre-Mer, notamment sur le coût élevé des billets d'avion et sur la décision de la fédération concernant les Maîtres qui oblige la participation à une compétition ; il souhaite une réflexion sur le fond et en profondeur.

Christiane Guérin rappelle que les dérogations ont toujours été acceptées pour les compétition maîtres en outremer.

**Le Comité Directeur valide les propositions relatives aux modifications du règlement financier.
1 abstention Myrtho Mandé sur la proposition Outremer et 3 abstentions : Jean-Luc Manaudou, Olivier Hirtzig et Sylvie Caillet sur l'amende pour non-respect du 100 % licences**

3.4 – Présentation du projet de mise en place de la Commission Fédérale de Qualification des Joueurs Elite Masculin et Féminin (en annexe)

Antoine Durand présente le projet de procédure d'autorisation à participer pour les Championnats de France Elite Masculin et Féminin.

Ce projet fait suite à une volonté fédérale de professionnaliser le Water-Polo :

- ✓ La Genèse : La LOI Braillard I
- ✓ L'idée : mettre en place une procédure d'autorisation à participer à l'application plus large que la seule procédure d'homologation des contrats de travail à durée déterminée
- ✓ La limite principale : l'effet sur le contrat de travail

Tableau-Synthèse

Acteurs du Water-Polo	Catégorie d'acteurs	Documents à fournir	Quand ?	Modalités	Motifs de refus	Nombre minimum de joueurs/entraîneurs dans le Tableau de l'Effectif	
Joueurs	Joueurs professionnel salarié	Contrat de travail à durée déterminée spécifique (CDDs)	10 jours avant match	Entre 12 (ou au moins jusqu'au 31 août) et 60 mois	→ Hors délais	Masculin : 7	Féminin : 0
	Joueurs aspirant	Convention APHN ou d'aspirant		Jusqu'au terme de la convention	→ Non conforme		
	Joueurs amateur	Attestation Joueur non rémunéré Elite		Jusqu'au 31 août	→ Non-respect engagement d'un contractuel dans le cadre d'un CDDs		
Entraîneurs	Entraîneur salarié	Contrat de travail	10 jours avant match	Entre 12 (ou au moins jusqu'au 31 août) et 60 mois en cas de CDDs OU Jusqu'au 31 août en cas de CDI	→ Hors délais	Masculin : 2	Féminin : 1
	Entraîneur amateur	Attestation Entraîneur non rémunéré Elite		Jusqu'au 31 août	→ Non conforme → Non-respect engagement d'un contractuel dans le cadre d'un CDDs		

Calendrier d'actions :

Juillet-Août 2022

- ✓ 10 juillet : engagement définitif en Championnats de France Elite Masculin et Féminin
- ✓ Jusqu'au 31 août : première phase de délivrance des autorisations à participer pour la saison 2022/2023

Septembre 2022

- ✓ 1er septembre : ouverture d'extraNat pour la délivrance des licences Compétition Water-Polo
- ✓ Courant septembre : premiers matchs des Championnats de France Elite Masculin et Féminin
- ✓ 30 septembre : fin de la période des transferts « estivaux »

Janvier 2023

- ✓ Du 1er au 31 janvier : période des transferts « hivernaux »

Traduction réglementaire :

« Chapitre X : La procédure d'autorisation à participer des joueurs et entraîneurs de Championnat de France Elite Masculine

Article 1 – Définitions

Article 2 - L'autorisation à participer

Article 3 : La procédure spécifique d'homologation des contrats de travail à durée déterminée des joueurs et entraîneurs professionnels

Article 4 : Tableau de l'effectif et minimas de joueurs professionnels et entraîneurs salariés »

Laure Gauthreau : l'entraîneur doit-il avoir une carte professionnelle ?

Oui cela est obligatoire pour pouvoir être rémunéré.

Stéphane Metzger : un entraîneur étranger n'ayant pas de carte professionnelle peut-il entraîner ?

Oui car il y a une procédure d'équivalence.

Julie Eissen : pour les extra-communautaires c'est obligatoire, il existe déjà une phase de contrôle de l'Etat.

Le Comité Directeur valide la mise en place de la CFQJ

3.5 – Point sur la préparation de l'Assemblée Générale 2022 à Royat

- *Validation de l'ordre du jour (en annexe)*

L'ordre du jour est validé à l'unanimité.

- *Examen du vœu de la Ligue Centre Val de Loire*

Dominique Cupillard présente le vœu que la Ligue Centre Val de Loire souhaite présenter à l'adoption de la prochaine Assemblée Générale :

Proposition relative au tarif de la licence :

Afin de ne pas freiner l'adhésion des licenciés JAN qui souhaitent poursuivre une activité au sein d'un club, la Ligue Centre Val de Loire propose que les nageurs licenciés JAN puissent effectuer une transition vers une licence NPT ou compétition en ne payant que la différence entre les deux licences comme cela est validé pour une transition entre une licence NPT vers une licence compétition.

Laurent Ciubini précise que la problématique technique est analysée et seuls 3 jours de travail sont nécessaires. Il alerte cependant sur le risque concernant l'aide fédérale et PST. De plus, il faut prendre en compte que sur les 23 786 licences JAN, on ne parle que de 54 basculements de licences JAN.

Pour Denis Cadon cette proposition mérite une réflexion plus approfondie concernant l'opportunité au regard des risques.

Patrick Trioen rejoint les propos de Denis Cadon car si sur les chiffres il serait favorable à cette proposition, il estime qu'elle mérite réflexion.

Le Comité Directeur valide la présentation de ce vœu à l'assemblée générale, en préconisant une mise en place ultérieure.

▪ *Validation des modalités de vote*

Le vote électronique n'est pas retenu. Le Comité Directeur valide le vote à main levée lors de la prochaine Assemblée Générale de Royat.

4. Point sur les dispositifs à destination du réseau fédéral

Basile Gazeaud fait le point sur les dispositifs à destination du réseau fédéral.

4.1 – Refonte de la labellisation

Rappel des enjeux :

La labellisation fédérale doit être :

- ✓ Un dispositif engageant les clubs à s'inscrire dans une démarche qualité avec une volonté et recherche permanente d'efficacité
- ✓ Un outil de reconnaissance et d'évaluation des clubs à travers des indicateurs permettant d'apprécier la qualité des prestations fournies
- ✓ Un outil d'aide et d'accompagnement des clubs dans leur projet de structuration et de développement
- ✓ Un levier de promotion des clubs au sein de leur territoire vis-à-vis du grand public, des partenaires institutionnels, des médias, des acteurs fédéraux, ...

➡ Une finalité à atteindre : un club = un label

Avancées du CC : le fond :

On garde :

- ✓ Le principe des pré requis d'accès au dispositif (100% licence, participation à la vie fédérale)
- ✓ Un module Extranat pour la saisie du dossier en ligne et la vérification automatisée des données

Les nouveautés :

- ✓ Valorisation de la thématique « Développement Durable » soit via les pré requis (signature d'une chartre DD) et/ou les indicateurs des labels
- ✓ Lier les dispositifs du PSF et de la labellisation en valorisant financièrement les clubs labellisés qui sollicitent du PSF
- ✓ Accompagner les clubs via la dotation d'outils de communication pour activer la promotion des labels auprès de leurs partenaires institutionnels

Modalités de mises en œuvre :

- ✓ 3 mentions sont proposées, elles correspondent aux activités majeures mises en œuvre par les clubs :
 - **Mention « Apprentissage »** regroupant les activités de l'ENF, du PJAN et de l'Aisance Aquatique
 - **Mention « Compétition »** regroupant les licences et les résultats du club liés à la compétition
 - **Mention « Natation pour Tous »** regroupant les activités Nagez Forme Santé, Nagez Forme Bien être et l'Eveil Aquatique

- ✓ Pour chaque mention, il est défini 3 niveaux de structuration avec des indicateurs progressivement plus exigeants. Pour chaque niveau, un nombre de points est octroyé avec une valorisation du nombre de points attribués pour les mentions Apprentissage et Compétition.
 - Mentions « Apprentissage » et « Compétition » :
Niveau 1 : 2 points - Niveau 2 : 4 points - Niveau 3 : 6 points
 - Mention « Natation pour Tous » :
Niveau 1 : 1 point - Niveau 2 : 2 points - Niveau 3 : 3 points

Calibrage des critères – Mention Apprentissage :

Indicateurs	Niveau 1 1 pratique au choix entre : ENF/ PJAN	Niveau 2 2 pratiques au choix entre : ENF/ PJAN/ AA	Niveau 3 2 pratiques au choix entre : ENF/ PJAN/ AA
• Encadrement	A minima 1 éducateur BF1 + 1 éducateur BF2 à jour de la FC et	A minima 2 éducateurs BF1 + 2 éducateurs BF2 à jour de la FC et	A minima : 2 éducateurs BF1 et 2 éducateurs BF2 à jour de la FC + au choix : un 3 ^{ème} éducateur BF2 à jour de la FC ou 1 éducateur AA formé et
• Nombre de Tests ENF délivrés/ an	60 Tests tous confondus et	80 Tests tous confondus et	100 Tests tous confondus et
• Nombre de licenciés	60 licences ENF ou 40 licences PJAN (6 -12 ans)	80 licences ENF ou 50 licences PJAN (6 -12 ans) 20 licences AA (4-6 ans)	160 licences ENF ou 70 licences PJAN (6 -12 ans) 30 licences AA (4-6 ans)

Calibrage des critères – Mention Compétition NC/ EL :

Indicateurs	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
• Encadrement	A minima 1 éducateur MSN certifié à jour de la FC	A minima 1 éducateur MSN + 1 éducateur BF4 à jour de la FC	A minima 1 éducateur MSN +1 éducateur BF5 à jour de la FC
• Nombre de licenciés	40 licences compétiteurs	60 licences compétiteurs	80 licences compétiteurs
• Classement des compétiteurs ou niveau de performance	Club classé entre la 151 ^{ème} et 300 ^{ème} place au CNC	Club classé entre la 51 ^{ème} et 150 ^{ème} place au CNC	Club classé dans les 50 premiers au CNC
• Officiels	Avoir au moins 3 officiels à jour de la FC quel que soit le titre d'officiels	Avoir 4 officiels à jour de la FC dont au moins 1 juge arbitre ou officiel A	Avoir 5 officiels à jour de la FC dont au moins 2 juges arbitres ou officiels A

Calibrage des critères – Mention Compétition NA :

Indicateurs	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
• Encadrement	A minima 1 éducateur MSN certifié à jour de la FC	A minima 1 éducateur MSN + 1 éducateur BF4 à jour de la FC	A minima 1 éducateur MSN +1 éducateur BF5 à jour de la FC
• Nombre de licenciés	20 licences compétiteurs	40 licences compétiteurs	60 licences compétiteurs
• Niveau de performance	Club engagé à minima dans le Championnat de niveau N2	Club engagé à minima dans le Championnat niveau N1	Club engagé à minima dans le Championnat de niveau Elite
• Officiels	Avoir au moins 3 officiels à jour de la FC quel que soit le titre d'officiels	Avoir 4 officiels à jour de la FC dont au moins 1 officiel B	Avoir 5 officiels à jour de la FC dont au moins 1 juge officiel A

Calibrage des critères – Mention Compétition WP :

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Indicateurs			
• Encadrement	A minima 1 éducateur MSN certifié à jour de la FC	A minima 1 éducateur MSN + 1 éducateur BF4 à jour de la FC	A minima 1 éducateur MSN + 1 éducateur BF5 à jour de la FC
• Nombre de licenciés	20 licences compétiteurs	40 licences compétiteurs	60 licences compétiteurs
• Niveau de performance	Club engagé à minima dans le Championnat de niveau régional	Club engagé à minima dans le Championnat de niveau N1 et N2 + U15 (H) et/ou U17 (F)	Club engagé à minima dans le Championnat de niveau Elite H et F
• Officiels	Avoir au moins 3 officiels à jour de la FC quel que soit le titre d'officiels	Avoir 4 officiels à jour de la FC dont au moins 2 officiels A régional	Avoir 5 officiels à jour de la FC dont au moins 1 officiel A Fédéral

Calibrage des critères – Mention Compétition Pl :

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Indicateurs			
• Encadrement	A minima, un éducateur ayant suivi au cours de la saison une FC plongeur (INFAN et/ou ERFAN)	A minima, 2 éducateurs ayant suivi au cours de la saison une FC plongeur (INFAN et/ou ERFAN)	A minima 1 éducateur MSN à jour de la FC
• Nombre de licenciés	10 licences compétiteurs	20 licences compétiteurs	30 licences compétiteurs
• Niveau de performance	Club engagé à minima dans le Championnat de niveau régional	Club engagé à minima dans les meetings fédéraux	Club engagé à minima dans le Championnat de France
• Officiels	Avoir au moins 2 officiels de niveau régional à jour de la FC	Avoir au moins 2 officiels de niveau régional + 1 officiel de niveau national à jour de la FC	Avoir au moins 2 officiels de niveau régional + 2 officiels de niveau national à jour de la FC

Calibrage des critères – Mention Natation pour Tous :

	Niveau 1 1 pratique au choix entre : NFS/ EA	Niveau 2 2 pratiques au choix entre : NFBa / NFS/ EA	Niveau 3 2 pratiques au choix entre : NFBa + NFS + EA
Indicateurs			
• Encadrement	A minima 1 éducateur NFS certifié à jour de la FC ou 1 éducateur AA formé	A minima 1 éducateur NFS certifié à jour de la FC + au choix : un 2 ^{ème} éducateur NFS ou un éducateur AA formé	A minima : 2 éducateurs NFS certifiés à jour de la FC + 1 éducateur AA formé
	et	et	et
• Nombre de licenciés	6 licences NPT déclarées NFS ou 8 licences EA (0 - 4 ans)	12 licences NPT déclarées NFS 12 licences EA (0 - 4 ans)	18 licences NPT déclarées NFS 15 licences EA (0 - 4 ans)

Labellisation du club : les barèmes de points :

Projection de barème :

- ✓ De 14 à 18 points obtenus : Label « OR » ou ***
- ✓ De 9 à 13 points obtenus : Label « ARGENT » ou **
- ✓ De 5 à 8 points obtenus : Label « BRONZE » ou *

Dans la mesure où le lancement de la labellisation nouvelle version est prévue en début d'année 2023, il est proposé de temporiser sur la question du barème de points et d'attendre la fin de saison 2021 - 2022 pour faire des simulations et en fonction, ajuster si besoin les fourchettes définies.

Pour rappel, l'objectif pour la 1^{ère} année de lancement du dispositif est d'arriver à :

- ✓ Label Or : entre 50 et 80 clubs
- ✓ Label Argent : entre 100 et 150 clubs
- ✓ Label Bronze : entre 250 et 350 clubs

Focus « points de jury » :

- ✓ En complément des points octroyés par mention, des « points de jury » sont attribués aux ligues et/ou comités (à définir). L'octroi des points de jury se fait de manière exceptionnelle et doit être justifiée, il ne s'agit pas d'en faire une norme pour tous les clubs.
- ✓ Afin de garder le caractère exclusif des points de jury, les ligues et/ou comités disposent d'un nombre limité de points à attribuer aux clubs jugés « méritants » selon les indicateurs suivants :
 - Engagement du club dans une démarche de Développement Durable
 - Engagement du club dans une démarche d'éducation à la citoyenneté à travers la mise en œuvre d'actions visant à soutenir l'implication des jeunes dans le club (jeunes officiels, jeunes dirigeants, formation éducateurs BF1)
 - Engagement du club dans une démarche d'ouverture vers le grand public et les partenaires institutionnels (événementiel...)
 - Club dynamique et moteur sur son territoire avec une forte progression du nombre de licenciés et/ou une volonté de grandir
- ✓ La validation finale de l'attribution des points de jury reste de la compétence de la FFN (CC + instances)

Calendrier de travail :

- ✓ Juin 2022 : Validation en AG de la nouvelle Labellisation
- ✓ Été 2022 : Transmission aux SI des contraintes pour ExtraNat
- ✓ Automne 2022 : Mise en place d'une matrice prévisionnelle et finalisation en CC des derniers points d'arbitrage (points de jury, critères de candidature...)
- ✓ Janvier 2023 : Attribution des nouveaux Labels et campagne de com'

4.2 – La contractualisation FFN/Ligues

- ✓ Une convention-cadre commune signée par la FFN avec toutes les Ligues
- ✓ Une convention pluriannuelle sur la période 2022/2025
- ✓ Une première base de travail identique reprenant les fondamentaux de la collaboration FFN-Ligues
- ✓ Un projet de développement régional personnalisé à construire avec chaque Ligue

Rappel du calendrier de travail fixé pour 2022 :

- ✓ Premier semestre 2022 : finalisation du document-cadre et signature de la partie commune (le contrat de délégation) avec l'ensemble des Ligues
- ➡ Élaboration du calendrier de validation/signature avec les Ligues
- ✓ Avant septembre 2022 : Elaboration d'un diagnostic de développement personnalisé entre les Ligues, les services fédéraux, le CC Contractualisation
- ➡ Déplacements de Catherine, Basile, membres du CC dans les Ligues
- ✓ Saison 2022-2023 : Priorisation par le CC Contractualisation des projets portés par les Ligues via l'affectation d'une enveloppe budgétaire dédiée
- ➡ Proposition par le CC d'une enveloppe et d'une grille d'accompagnement

Un nouvel horizon : l'Assemblée Générale des 10 et 11 juin 2022 :

- ✓ Un impact notable sur le règlement financier :
 - Le reversement de la part régionale de la licence intègre la contractualisation
 - L'AG votera le règlement financier
- ✓ Le contenu (socle commun) des conventions FFN-Ligues a été validé en Cercle de Compétences
 - Les services fédéraux et membres du CC se tiennent à disposition des Ligues pour venir discuter de la convention avec les instances dirigeantes régionales
- ✓ A partir de la signature, à l'AG, des conventions, la déclinaison régionale des conventions pourra être envisagée
 - Les projets PSF 2022 peuvent constituer une bonne base de travail et d'échanges

Fond du socle commun

Un large préambule, trois grands ensembles :

- ✓ L'agrément de la FFN et la délégation accordée par le ministre chargé des sports à la FFN
 - Mise en œuvre des missions de service public relatives à l'organisation générale, au développement et à la démocratisation des disciplines de la Natation...
 - Organisation des compétitions sportives, PPF, SHN, définition des règles techniques et admiratives propres à chaque discipline...
- ✓ La constitution des Ligues Régionales par la FFN
 - Délégation d'une partie des missions au niveau régional, statuts types à respecter...
 - Autonomie administrative, sportive et financière de la Ligue pour tout ce qui n'est pas contraire aux statuts et règlements de la FFN
- ✓ Un cadre collaboratif répartis en trois « Titres »
 - Le socle administratif et sportif
 - La mutualisation des ressources fédérales
 - La déconcentration des dispositifs nationaux

Socle administratif et sportif

Chapitre 1 : Valorisation de la licence

- ✓ Garantir le respect du 100% licence
 - Tous les membres adhérents des associations affiliées à la FFN doivent être titulaires d'une licence délivrée par la FFN et il appartient aux Ligues de garantir au mieux (obligation de moyens) cette disposition
 - Des sanctions financières en cas de non-respect du 100% licence ou engagement de poursuites disciplinaires sont par ailleurs prévues
- ✓ Le reversement de la part régionale est conditionné à la signature du socle commun de contractualisation

LICENCES		TARIFS (€)		
		Part fédérale	Part régionale	Total
Compétition	(10 ans et moins fille / 11 ans et moins garçon)	25	14	39
	(11 ans et plus fille / 12 ans et plus garçon)	37	18	55
Compétition « Animation »	(10 ans et moins fille / 11 ans et moins garçon)	14	12	26
	(11 ans et plus fille / 12 ans et plus garçon)	16	14	30
Natation Pour Tous	(16 ans et plus)	10,8	4,2	15
	(15 ans et -)	17,5	9,5	27
Natation Pour Tous « Animation »	(16 ans et plus)	5,8	4,2	10
	(15 ans et -)	10	8	18
Encadrement		10,8	4,2	15
Eau Libre Promotionnelle		11	4 (club de LR)	15
J'apprends à Nager / Aisance Aquatique		12,8	2,2	15
e-Licence		10	2	12
Surlicence		2	1	3
Titre de Participation – Découverte		1,5	0,5	2

Chapitre 2 : Déploiement de la politique sportive

- ✓ Agrément et développement de l'éducation sportive et du sport dans les disciplines de la Natation
 - Participation de la Ligue aux missions de service public de la FFN
 - Objectif d'accès à tous à la pratique
- ✓ Organisation des compétitions

- La Ligue organise les compétitions sportives et championnats régionaux, homologue les records régionaux, communique les résultats (subdélégation fédérale)
- Elle respecte en ce sens les règlements sportifs de chaque discipline et leurs évolutions (disponibles sur ffn.extranat)
- ✓ Mise en œuvre des autres points sportifs réglementaires
 - Formations des officiels
 - Détermination des critères de qualification régionale

Chapitre 3 : Mise en œuvre du Projet de Performance Fédéral (PPF)

- ✓ Mise en œuvre du niveau « Accession » du PPF
 - Structures d'accession : Centre National d'Accès au Haut-Niveau (CNAHN) ou Centre d'Accession et de Formation (CAF) avec cahiers des charges spécifiques
 - Renforcement des Equipes Techniques Régionales (1 élu + 1 CTS par discipline)
- ✓ Mise en œuvre du programme « Excellence » (si Ligue concernée)
- ✓ Formation des structures PPF aux principes citoyens
 - Valeurs de la République
 - Valeurs de l'olympisme
 - Ethique dans le sport

Chapitre 4 : Promotion des conduites citoyennes

- ✓ Ethique et déontologie
 - Communication autour de la Charte d'éthique et de déontologie
- ✓ Féminisation des instances
 - Représentation de 40% de femmes au sein du Codir Régional dès les prochaines élections régionales de 2024 (mesure transitoire liée à la loi visant à démocratiser le sport qui impose une parité stricte à partir de 2028)
- ✓ Lutte contre les maltraitances et les discriminations
 - Nomination d'un référent Maltraitances (en lien avec le référent Maltraitances de la FFN)
 - Traitement des cas spécifiques de violences sexuelles (application de la procédure fédérale)
- ✓ Structuration du pouvoir disciplinaire régional
 - Entretien d'un Organisme de Discipline Régional par Ligue

Chapitre 5 : Activation d'un Centre Fédéral de Ressources

- ✓ Mise en place du Conseil des Territoires
- ✓ Accompagnement des salariés, conseillers techniques et élus de la Ligue :
 - Accompagnement juridique
 - Accompagnement du service Territoires et Equipements
 - Accompagnement dans la structuration des clubs et de leurs projets de développement
- ✓ Mise à disposition d'outils didactiques et méthodologiques avec une veille informative sur le site internet grand public
- ✓ Mise à disposition de salariés fédéraux pour des missions ponctuelles

Chapitre 6 : Mise à disposition des Systèmes d'Information

- ✓ Suite logicielle « extraNat » (développement, formation et corrections assurées par la FFN)
- ✓ Promotion des outils fédéraux pour la gestion des compétitions par la Ligue
- ✓ Correspondants SI de la Ligue assurent le premier niveau de support auprès des utilisateurs (demandes de supports complémentaires)

Chapitre 7 : Appui et soutien sur les sujets de communication

- ✓ Mise à disposition d'outils de communication par la direction du Rayonnement Fédéral (en fonction des besoins identifiés de la Ligue)
- ✓ Publication des actualités de la Ligue sur les plateformes fédérales

- ✓ Dans ses communications, la Ligue veille à une juste harmonisation de ses partenariats avec ceux de la FFN
- ✓ Mise en place d'une charte fédérale commune

Chapitre 8 : Développement des formations aux Activités de la Natation

- ✓ Mise en œuvre et développement de l'offre de formation fédérale
 - Habilitation des ERFAN sur les diplômes fédéraux
 - Mise en place d'outils de gestion à destination de tous les ERFAN leur permettant de justifier l'organisation des formations fédérales (actuellement YPAREO et Caroline Connect)
- ✓ Mise en œuvre d'actions de Formation en apprentissage
 - Les formations fédérales en apprentissage gravitent nécessairement par le CFA fédéral
 - Des conventions entre les UFA des ERFAN et le CFA fédéral peuvent s'établir pour tous les autres diplômes (facultatif)

Chapitre 9 : Mise en œuvre des Projets Sportifs Fédéraux

- ✓ Déploiement de la campagne PSF avec la Ligue
 - La Ligue vérifie la complétude des dossiers
 - La Ligue instruit les dossiers
 - La Ligue propose un montant à attribuer
 - La Ligue conseille et accompagne les Comités départementaux et les clubs du territoire
- ✓ Création d'une Commission régionale PSF (obligation de l'ANS)
- ✓ Mêmes dispositions (moins contraignantes) pour la labellisation

Chapitre 10 : Désignation de référents régionaux

- ✓ 1 Référent Maltraitements par Ligue (à défaut le Président de Ligue)
 - Véritable relais régional du référent Maltraitements de la FFN
 - Optimise la réactivité du réseau fédéral
 - Sensibilise et applique sur le territoire sur la « Procédure fédérale en cas de suspicion de violences sexuelles dans le milieu de la natation »
 - ✓ 1 Référent Equipements (à défaut le Président de Ligue)
 - Suit les problématiques liées aux équipements
 - Connaît la veille fédérale
 - Assure la transition des dossiers de subventions d'équipements versées par l'Agence Nationale du Sport (ANS) des porteurs de projet à la FFN.
 - ✓ 1 Référent Extranat
- + Sollicitations de référents ponctuels (COVID par exemple)

4.3 – Acquisition de bassins d'apprentissage temporaires

Rappel du déploiement prévu en 2022 :

- ✓ La FFN se porte acquéreur de 12 bassins d'apprentissage pour la saison estivale 2022
- ✓ Un modèle standardisé de bassins en lien avec Europ Event, partenaire technique de la Fédération
 - Bassins Laghetto 20x10x1,50m ou 10x5x1,50m
 - Prestations de premier montage et démontage incluses
 - Entre 80 k€ et 100 k€ HT par bassin (filtration, plages, vestiaires inclus)
 - Possibilité de stocker les bassins après la première année chez le prestataire
- ✓ Un fort soutien institutionnel
 - Paris 2024 et son Fonds de Dotation « Impact 2024 »
 - L'Agence Nationale du Sport et son enveloppe « PEP 5 000 »
- ✓ Une convention pluriannuelle
 - Objectif 50 bassins à horizon 2022

Modèles de bassins retenus

Une solution 10x5x1,50m compacte et optimisée :

- Ergonomie de mise en œuvre et de fonctionnement
- Pourtour de circulation intégré en base
- Parois rigides (hybridation d'acier)
- Filtration et chauffage de l'eau intégrés
- Circulations envisagées pour favoriser l'apprentissage massé
- Idéal à sécuriser et à garder

Une solution 20x10x1,50m en liner rigide plus traditionnel

- Surface idéale pour accueillir une forte fréquentation
- Pourtour de circulation à intégrer en option sur au moins un côté
- Traitement (bac tampon) et chauffage de l'eau intégrés
- Facilités de montage, démontage et stockage

Volets et Sites retenus à ce stade

- ✓ **Plages urbaines**
 - Nice (06)
 - Dunkerque (59)
 - L'Ile-Saint-Denis ou Dugny (93)
 - **Grigny (91)**
- ✓ Zones urbaines en « transition aquatique »
 - Nancy (54)
 - Montpellier (34)
 - Bezons (95)
 - Villetaneuse (93)
- ✓ **Zones rurales carencées**
 - Pignans (83)
 - Projet Pays-de-la-Loire à définir (85)
 - Projet DD Tarn à définir (81)
 - Projet encore en discussion

Enjeux pour finaliser ce dossier

- ✓ Equilibrer le triple travail ANS / Appel d'Offres / Engagement des collectivités
- ✓ Etablir les conventions de mise à disposition et d'animation des bassins FFN – Liges – Collectivités
- ✓ Décliner le dispositif sur toutes les saisons
- ✓ Engager plus de Liges dans le dispositif
- ✓ Lancer plus tôt la campagne estivale 2023

Myrtho Mandé : quid de l'outremer ?

Il est précisé qu'à l'heure actuelle la subvention ne concerne que les bassins mobiles et non les bassins en milieu naturel.

5. Point sur le PPF

Julien Issoulié fait le point sur le Projet de Performance Fédéral.

La présentation complète est jointe au présent procès-verbal.

Le projet est définitivement entériné par le CODIR.

6. Activités sportives en préparation de l'AG

Julien Issoulié présente les grandes lignes des activités sportives qui seront présentées à l'Assemblée Générale de Royat, dont les principaux aménagements, évolutions réglementaires et calendriers.

Plongeon :

- ✓ Avoir une pratique compétitive qui se diversifie et qui touche :
 - Un public compétiteur aguerri
 - Un public d'un niveau inférieur (des jeunes aux maitres)
- ➡ Un changement de calendrier avec meetings et championnat de France
- ✓ Une Coupe de France des ligues
- ➡ Soutenue par le fond de péréquation des ligues (Objectif 40k€)
- ✓ Des aménagements réglementaires à la marge (en particulier sur les poussins)

Eau Libre :

- ✓ Présentation des évolutions de la Coupe de France
 - Déjà en place mais pas pu être évoqué avant
- ✓ Le reste est stable : 2 compétitions nationales
- ✓ Calendrier 2023

Natation Artistique :

- ✓ Synchronat : fin de la transition COVID
- ✓ Championnats de France :
 - Score de qualification
 - Densifier la N1 par rapport à l'Elite
- ✓ Changements de réglementation FINA (aspects techniques + jugements) à venir, qui engendrera des modifications sur les épreuves des championnats

Water-Polo :

- ✓ Organisme lié à la validation des contrats de travail
- ✓ Formule des Championnats de France :
 - Elite dames et messieurs
 - U19
- ✓ Des aménagements réglementaires à la marge

Natation Course :

- ✓ Réforme du programme jeune avec un parcours
- ✓ Calendriers 2022 / 2023 / 2024 :
 - En attente fin 2022 des Championnats du Monde 25m
 - Incertitude sur les Championnats du Monde 2024
- ✓ Des réflexions en cours sur l'évolution des Golden et de l'Open de France
- ✓ Focus sur les Championnat de France Jeunes 2022 à Pau :
 - Programme 4 jours de CFJ + 1 jour de coupe de France -13-16 juillet CFJ / 17 juillet CpF
 - On vise une compétition à 500 nageurs
 - 19 juin : Point sur les qualifiés et on adaptera en fonction des manquants
 - Pour info grille sur saison 2019 = 473 qualifiés

Marc Deberghes fait remarquer que l'organisation des Championnats de France Jeunes à Pau est toujours prévue du 12 au 17 juillet (5+1) eu égard aux réservations effectuées par les clubs.

Julien Issoulié précise que les Championnats de France jeunes de Pau se tiendront du 12-15 juillet et la finale de la coupe des départements le 16 juillet soit sur 4 jours + 1 ce qui permet d'avoir aussi un jour de sécurité en cas d'imprévu et notamment climatique.

- ✓ Les Championnats de France 25m pourraient être avancés du 2 au 5 novembre 2022 en raison de la date des Championnats du Monde

En complément de cette présentation, les records et MPF 2021 sont mise à la validation du Comité Directeur (en annexe)

Le Comité Directeur valide les records et MPF 2021.

7. Questions diverses

7.1 - Bernard Dalmon informe que la Fédération lance un appel à candidature pour deux contrôleurs aux comptes afin de compléter les deux désignés lors de l'Assemblée Générale 2021 au Pouliguen.

7.2 - Christiane Guérin informe que les Championnats de France de plongeon Maîtres et Highdiving se dérouleront à Montreuil les 25 et 26 juin 2022

8. Clôture des travaux par le Président

Gilles Sézionalle remercie tous les présents pour ces échanges et se dit heureux de retrouver ceux qui le pourront au séminaire fédéral des 18 et 19 mai 2022 à Nogent-sur-Marne.

Clôture des travaux à 17h10.

La secrétaire générale

Dominique CUPILLARD

le Président

Gilles SEZIONALE